

I. INFORMATIONS SUR LA STRATÉGIE D'ALIGNEMENT AVEC L'ACCORD DE PARIS

La stratégie climat commune de LBP AM et Tocqueville Finance vise un alignement sur une **trajectoire 1,5°C, avec comme référence le scénario P2 du GIEC¹**. Ce scénario induit une transformation profonde de la société et implique une réduction significative des émissions anthropiques de CO₂ au cours des prochaines décennies. Les émissions mondiales nettes de CO₂ doivent ainsi baisser d'environ 45 % en 2030 par rapport à 2010, et être égales à zéro vers 2050, en limitant le recours aux technologies de capture et de stockage du carbone.

Cette ambition s'est matérialisée en 2022 par un **engagement commun LBP AM – Tocqueville Finance à atteindre un alignement « net 0 » pour 80 % de leurs encours sous gestion à horizon 2030²**.

L'objectif de décarbonation des portefeuilles est soutenu par diverses politiques et stratégies déjà en place ou en cours de déploiement :

Politique d'exclusion sectorielle sur le charbon³ : Depuis 2019, la société de gestion s'est engagée à exclure progressivement les sociétés minières et de production d'électricité ayant des plans d'expansion liés au charbon, et non engagées à en sortir d'ici 2030-2040. Cet engagement s'est durci en 2021 pour l'étendre aux émetteurs fournissant des services en amont et en aval, qui génèrent au moins 20 % de leurs chiffres d'affaires avec le charbon. Les données proviennent de la *Urgewald's Global Coal Exit List* et du fournisseur *Trucost* ;

Politique d'exclusion sectorielle Pétrole et Gaz : Dans le prolongement de la stratégie charbon, une stratégie d'exclusion sur les secteurs pétrole et gaz est en cours de finalisation et sera déployée au deuxième semestre 2022. Cette politique visera la production d'énergie non-conventionnelle ainsi que les acteurs insuffisamment engagés dans la transition énergétique de leur modèle d'affaire ;

Politique de sélection des titres en portefeuille : L'outil de notation GREaT⁴ fourni par LBP AM intègre un critère dédié à la transition énergétique. Ce critère attribue une note aux entreprises sur la base de la part de leur chiffre d'affaires et/ou du résultat généré grâce aux services et solutions contribuant à l'effort de lutte contre le changement climatique. Cette note agrège des scores provenant de MSCI, de Moody's ESG (ex-Vigeo Eiris) et de la recherche qualitative interne ;

1 [SR15_SPM_version_report_LR.pdf \(ipcc.ch\)](#)

2 *Les objectifs détaillés sont disponibles dans le rapport [Initial Target Discourse Report](#) publié par la NZAMI en mai 2022. La définition des investissements « alignés net 0 » est celle de la Science Based Target Initiative (« SBTi »), sélectionnée pour la robustesse de la méthode d'évaluation et de sa cohérence avec la science climatique la plus aboutie.*

3 *Les politiques d'exclusions sont présentées dans une publication ad hoc, disponible sur le site internet de la SGP <https://www.labanquepostale-am.fr/publications>*

4 *L'outil de notation GREaT attribue une note à chaque émetteur, agrégeant des notes liées à des critères environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance. La note globale est utilisée de manière contraignante dans la gestion du fonds pour obtenir la labélisation ISR.*

Indicateur de suivi sur l’empreinte carbone : Le fonds dispose d’un indicateur de mesure de l’empreinte carbone des investissements⁵ rapporté à l’empreinte carbone de son indice de référence. Le score obtenu par le portefeuille est disponible ci-dessous.

Engagement actionnarial : LBP AM et Tocqueville Finance mènent conjointement une politique d’engagement active auprès des entreprises financées pour définir et déployer des plans de transition portant sur toutes leurs activités et scopes d’émission. Cette stratégie est portée par des actions d’engagement individuelles et collectives⁶. Les actions collectives sont rattachées à des initiatives de place structurantes comme Net Zero Asset Managers Initiative (« NZAMI »), Climate Action 100+, ShareAction et CDP Transition Champions.

Vote : La société de gestion applique une politique de vote stricte sur les questions climatiques. La société de gestion soutient la généralisation des « Say on Climate » et porte une attention particulière aux éléments suivants des plans climats soumis au vote⁷ :

- L’annonce d’objectifs précis de réduction des émissions de GES à court et à long terme ;
- Leur alignement avec la trajectoire donnée par l’Accord de Paris sur le climat, dans l’idéal validée par un tiers ;
- L’engagement du conseil d’administration à consulter les actionnaires de manière régulière (au moins tous les trois ans) compte tenu des évolutions rapides de l’environnement réglementaire, technologique et politique ;
- La mise en place, dans la rémunération variable des dirigeants, de critères extra-financiers alignés sur les objectifs climat et environnementaux annoncés par l’entreprise.

LBP AM et Tocqueville Finance ont fait le choix de cette ambition forte afin de répondre à l’urgence climatique actuelle, et ce malgré des difficultés importantes dont notamment :

- La disponibilité encore limitée des données ;
- La faible prévisibilité des trajectoires de décarbonation des entreprises ;
- Une complexité accrue selon le type, la taille et la zone géographique des émetteurs ;
- Le contrôle limité sur les résultats de l’activité d’engagement actionnarial ;
- Les difficultés à anticiper l’évolution de l’allocation stratégique des actifs à horizon 2030, compte tenu notamment des incertitudes actuelles sur les marchés financiers ;

Ces objectifs globaux d’alignement sur une trajectoire net 0 seront progressivement déclinés aux fonds sur 2022 et 2023 selon le plan d’action suivant :

- Cartographie et analyse des méthodologies et données disponibles ;
- Évaluation de l’alignement à date du fonds ;
- Développement d’objectifs 2025-2030 ;
- Mise en place d’outils de suivi ;

5 *Couvrant les scopes 1 et 2. À noter que la société de gestion a choisi de ne pas intégrer le scope 3 en raison de problèmes d’accessibilité et de fiabilité des données sur ledit scope 3 et plus largement en raison du manque de comparabilité des données entre sociétés. Le scope 3 sera intégré lorsque la donnée gagnera en fiabilité.*

Le scope 1 correspond aux émissions directes de gaz à effet de serre : émissions directes provenant des installations fixes ou mobiles situées à l’intérieur du périmètre organisationnel, c’est-à-dire émissions provenant des sources détenues ou contrôlées par l’organisme comme par exemple : combustion des sources fixes et mobiles, procédés industriels hors combustion, émissions des ruminants, biogaz des centres d’enfouissements techniques, fuites de fluides frigorigènes, fertilisation azotée, biomasse, etc.

Le scope 2 correspond aux émissions à énergie indirectes : émissions indirectes associées à la production d’électricité, de chaleur ou de vapeur importée pour les activités de l’organisation.

Le scope 3 correspond aux autres émissions indirectes : Les autres émissions indirectement produites par les activités de l’organisation qui ne sont pas comptabilisées au 2 mais qui sont liées à la chaîne de valeur complète, comme par exemple : l’achat de matières premières, de services ou autres produits, déplacements des salariés, transport amont et aval des marchandises, gestions des déchets générés par les activités de l’organisme, utilisation et fin de vie des produits et services vendus, immobilisation des biens et équipements de productions, etc.

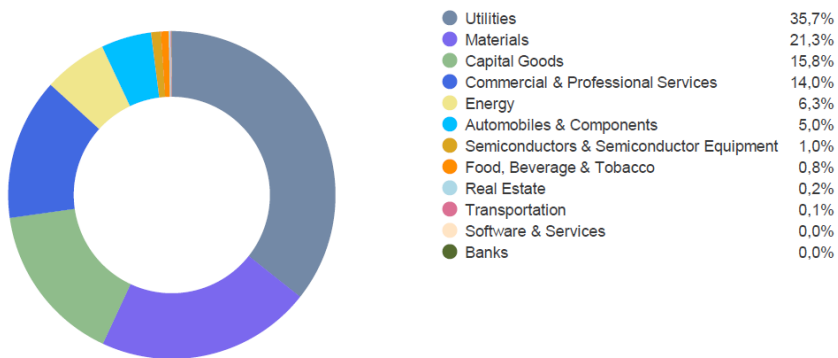
Source : Agence de la transition écologique (ADEME)

6 La politique d’engagement est disponible sur le site internet de la société : <https://www.labanquepostale-am.fr/publications>

7 La politique de vote est disponible sur le site internet de la société : <https://www.labanquepostale-am.fr/publications>

Empreinte carbone

REPARTITION SECTORIELLE PAR EMETTEURS DE L'EMPREINTE CARBONE



	Portefeuille	Universe
Empreinte carbone scope 1 & 2	85,70	92,07
Taux de couverture	96,19%	97,63%

NB: Le calcul de l'empreinte carbone du fonds est donné à titre indicatif. Il prend uniquement en compte les titres d'émetteurs privés détenus dans nos fonds internes. Les émetteurs publics, les fonds externes et les instruments autres que les actions et les titres de créances sont exclus a priori du calcul.

II. INFORMATIONS SUR LA STRATÉGIE D'ALIGNEMENT AVEC LES OBJECTIFS DE LONG TERME LIÉS À LA BIODIVERSITÉ

Les enjeux liés à la biodiversité sont intégrés à diverses étapes de la politique d'investissement ISR :

Politique d'exclusion : Cette politique, dédiée à la déforestation, vise les entreprises exploitantes et/ou négociantes directement impliquées dans la déforestation et n'ayant pas mis en place une politique solide de prévention des risques. Les entreprises de négoce, de l'agro-alimentaire, les exploitations forestières et les industries extractives/pétrolières sont les principaux secteurs qui ont une responsabilité directe dans la réduction des surfaces forestières.

Politique de sélection de titres : la méthodologie « GREaT » fournie par LBP AM intègre un critère évaluant les politiques, engagements et actions des entreprises pour maîtriser l'impact de leurs activités sur la biodiversité et l'eau. Cette note agrège des scores provenant de MSCI, de Moody's ESG (ex-Vigeo Eiris) et de la recherche qualitative interne ;

Engagement actionnarial : LBPAM et Tocqueville Finance mènent conjointement une politique d'engagement active auprès des producteurs de matières premières, des transformateurs et des revendeurs pour les inciter à publier leur exposition à la déforestation et à prendre des engagements afin de mettre fin à celle-ci à horizon 2025. Ces engagements sont menés sur une base individuelle, ou par le biais de groupes de travail comme les PRI, le FAIRE, le CERES et Finance For Tomorrow. La société de gestion est également signataire du *Finance For Biodiversity Pledge*.

La protection de la biodiversité est par ailleurs un des 4 thèmes sur lesquels LBP AM et Tocqueville Finance ont décidé de focaliser leurs développements ISR en 2022, visant la **mise en œuvre d'une politique Biodiversité couvrant les 6 pressions décrites par l'IPBES et qui se déclinera sur trois axes :**

- Engagement actionnarial : établissement d'une politique d'engagement structurée priorisant les thématiques et acteurs avec lesquels LBPAM et Tocqueville Finance engageront conjointement le dialogue.
- Renforcement de la politique d'exclusion existante : aujourd'hui centrée sur la déforestation, l'objectif est d'établir une liste d'exclusion détectant les acteurs ayant des pratiques délétères pour la biodiversité au sens de l'ensemble des pressions définies par la Plateforme Intergouvernementale Scientifique et Politique sur la Biodiversité (« IPBES »). Cette liste aura pour vocation à adopter une démarche secteur-spécifique et tenant compte de l'empreinte géographique des émetteurs et se basera sur le *Global Biodiversity Score*.
- Déploiement d'un indicateur de suivi de l'empreinte biodiversité des fonds : le *Global Biodiversity Score* (« GBS »), mis en place par CDC Biodiversité et Carbon 4 Finance. Cet indicateur mesure la déperdition de biodiversité engendrée par les investissements. Cet indicateur est décrit ci-dessous et une première mesure a été réalisée sur le portefeuille.

Mesure de l’impact sur la biodiversité – Global Biodiversity Score

Le GBS est une mesure d’empreinte équivalente à l’empreinte carbone sur le volet de la biodiversité. Il évalue l’impact des activités d’une entreprise sur la biodiversité au sens de 4 des 5 pressions définies par l’IPBES : Artificialisation des sols, Surexploitation des Ressources Naturelles, Pollution et Changement Climatique.

Cet impact est exprimé en MSA.km². **1 MSA.km² perdu équivaut à la bétonisation totale de 1 km² d’espace naturel vierge.** La MSA (*Mean Species Abundance*) est reconnue par la communauté scientifique comme une des métriques permettant d’agrèger différents types d’impacts sur la biodiversité afin d’évaluer l’intégrité des écosystèmes en mesurant l’abondance moyenne des espèces en un lieu donné.

On différencie dans les pressions :

- 2 biomes : terrestre et aquatique d’eau douce, et
- 2 notions temporelles : les impacts statiques c’est-à-dire l’accumulation de la dégradation engendrée par les activités de l’entreprise sur les 50 années antérieures ; et les impacts dynamiques qui correspondent à la dégradation engendrée sur l’année considérée, reflet du business model actuel de l’entreprise étudiée.

Le score mesure ces pressions sur la base de données financières ou opérationnelles, en décomposant les entrants ayant servi à réaliser le chiffre d’affaires de l’entreprise considérée. Des données sur les pressions rapportées directement par les entreprises peuvent aussi être utilisées, comme l’empreinte carbone.

Afin d’obtenir une mesure unique globale, des transformations mathématiques sont nécessaires :

- Une remise à l’échelle est effectuée : Les impacts terrestres sont rapportés à la surface totale du biome terrestre ; et de la même façon ; les impacts aquatiques sont eux rapportés à la surface totale du biome aquatique (lacs, rivières, cours d’eau) qui a fortiori est plus petite que la surface terrestre ; afin de prendre ces impacts en considération sans être biaisé.
- Les impacts statiques sont traités comme un amortissement au fil des années afin d’être agrégés avec les impacts dynamiques.

Ces transformations donnent lieu à une métrique unique, le MSA.PPB* qui est exprimé par 1 million d’euros investi. **Le MSA.PPB* est une mesure permettant l’agrégation des impacts terrestres et aquatiques, statiques et dynamiques. Elle vie à rendre compte de l’impact global des investissements sur la biodiversité.**

Ainsi, l’impact du portefeuille sur la biodiversité, exprimé en MSA.PPB* et en MSA.KM², est de :

Fonds	Couverture (en % AuM)	MSA.PPB* (par million d’euros investi)	MSA.KM² Terrestre Dynamique (par million d’euros investi)
LBPAM ISR ACTIONS ENVIRONNEMENT	78,90 %	83	4,2

III. INFORMATIONS SUR LES DÉMARCHES DE PRISE EN COMPTE DES CRITÈRES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET DE QUALITÉ DE GOUVERNANCE DANS LA GESTION DES RISQUES

Les risques extra-financiers, ainsi que les risques réputationnels, sont en premier lieu adressés via la **politique d'exclusion**⁸ :

- Les risques liés aux enjeux sociaux sont couverts par les exclusions normatives, visant les entreprises qui violent de manière sévère, répétée et sans mesures correctives les principes du Pacte Mondial des Nations Unies ;
- Les risques liés aux enjeux environnementaux sont couverts par les exclusions sectorielles et thématiques, couvrant notamment les activités liées au charbon thermique et à la déforestation ;
- Ces exclusions sont complétées par des exclusions spécifiques décidées au cas par cas, sur la base de sérieux manquements sur l'un des quatre piliers de la philosophie d'analyse extra-financière propriétaire GREaT.

Les risques extra-financiers sont également intégrés à l'analyse des émetteurs réalisée grâce à la méthodologie GREaT. Sont ainsi considérés :

Les risques réglementaires, captés par le critère « Éthique des affaires » qui évalue les dispositifs de contrôle interne mis en place chez les émetteurs ;

Les risques opérationnels, captés par le pilier « Gestion durable des Ressources » qui s'intéresse notamment à la qualité de la gestion des ressources humaines (formation, maîtrise du turnover, etc.) et à la mise en place de systèmes solides de management environnemental, tous deux facteurs de réduction du risque opérationnel ;

Les risques stratégiques, pour lesquels l'analyse financière est complétée par l'analyse extra-financière qui apprécie l'alignement de la stratégie des entreprises avec les tendances de long terme, particulièrement avec les piliers « Transition Énergétique » et « Développement des Territoires » ;

Les risques climatiques, que sont les risques physiques qui couvrent les dommages directement causés par les phénomènes météorologiques et climatiques ; et les risques de transition qui résultent des effets de la mise en place d'un modèle économique bas-carbone, suite à un changement de réglementation, à l'émergence de nouvelles technologies « disruptives », etc. Ces risques sont analysés dans le pilier « Transition Énergétique ».

La société de gestion ambitionne par ailleurs d'intégrer les risques extra-financier à l'analyse qualitative des émetteurs réalisée au cas par cas. Les travaux lancés en 2021 et menés de concert par les gérants et analystes, s'organisent de la façon suivante :

- Les enjeux ESG matériels sont identifiés au niveau des secteurs d'activité. Un enjeu est jugé matériel lorsqu'il est susceptible d'avoir un impact significatif sur la qualité de crédit ou la valorisation d'un émetteur ;
- Les émetteurs sont analysés par rapport à leur exposition aux enjeux ESG matériels de leur secteur et leur capacité à les gérer.

Cette analyse vient compléter l'analyse financière mise à disposition des gérants pour les accompagner dans leurs décisions d'investissements.

Enfin, la direction des risques mène des travaux **d'intégration des risques climatiques dans sa cartographie des risques**. L'approche utilisée se base sur le modèle MSCI Climate (ex Carbon Delta) permettant une estimation des risques physiques et des risques de transition. Les scénarios retenus sont les suivants :

- Risque physique : scénario climatique extrême (froid, chaleur et vents extrêmes, fortes précipitations et chutes de neige, inondations côtières et fluviales, cyclones...). Les impacts retenus sur la valeur des émetteurs correspondent à un pire scénario avec un niveau de confiance de 95 %.
- Risque de transition : Hypothèse d'un objectif mondial de 1,5 °C. Les impacts retenus sur les valeurs des émetteurs correspondent au risque lié à la mise en œuvre de politiques restrictives sur les sources d'émission (Scope 1, 2, 3) en supposant un objectif de 1,5 °C.

La société de gestion vise un déploiement au 2^e semestre 2022 ou au 1^{er} semestre 2023.

⁸ La politique d'exclusion est détaillée dans une publication ad hoc disponible sur le site internet de la société de gestion : <https://www.labanquepostale-am.fr/publications>